

Propos recueillis par Christine Clerc

Dans votre livre « La France malade de sa santé », vous lanciez un cri d'alarme pour nos hôpitaux, où la bureaucratie progresse aux dépens des soignants et des patients. L'épidémie de Covid-19 a braqué les projecteurs sur ce problème français. Vous voilà enfin entendu !

Attendez ! On est seulement en train de s'apercevoir des méfaits de la T2A - tarification à l'activité - imposée depuis quinze ans par l'administration dans nos hôpitaux. Un exemple : pour une opération de la vésicule biliaire, le patient peut arriver à 7 h du matin et repartir le soir même. Mais la direction financière incite à ajouter à son dossier d'autres pathologies - hypertension artérielle, diabète, etc. - qui rajoutent des points. C'est une aberration absolue ! Or, je n'ai pas entendu dire qu'on allait la supprimer. Voilà notre problème majeur : à l'Assistance publique - hôpitaux de Paris (APHP), 36 % du personnel est administratif, alors que les hôpitaux allemands n'en comptent que 23 %.

Les administratifs gèrent l'hôpital. Le médecin n'a même plus de pouvoir sur son propre service. J'avais une équipe en qui j'avais confiance, car j'en avais choisi les membres. Maintenant, quand on a besoin de personnel, on doit le demander à un cadre supérieur, qui n'en a rien à faire.

Durant cette crise, pourtant, les équipes médicales ont pris les décisions sans que l'administration

puisse les entraver.

C'est vrai. Mais pas dans tous les cas. Quand on envoyait des malades en Allemagne, des hôpitaux privés et des cliniques disaient : « Nous sommes prêts à les accueillir ! ». Mais l'administration répondait non ! Il faut aussi parler du sous-équipement. Lorsque le grand projet de création de CHU (Centres hospitaliers universitaires),

*« Tandis que
les hôpitaux privés
disposent d'équipements
modernes, c'est la croix et
la bannière pour obtenir,
à l'hôpital public,
un robot pour opérer
la prostate. »*

imaginé dans la Résistance par mon grand-père, le Pr Robert Debré, a été mis en œuvre par lui dès le retour du général de Gaulle en 1958, il ne s'agissait pas seulement de recruter les meilleurs médecins pour leur confier une triple tâche de soins, d'enseignement et de recherche en leur demandant de s'y consacrer à temps plein. Il s'agissait de leur fournir le meilleur matériel. Maintenant, tandis que les hôpitaux privés disposent d'équipements modernes, c'est la croix et la bannière pour obtenir, à l'hôpital public, un robot pour opérer la prostate. Le secteur privé, lui, en est équipé. À telle enseigne que, pour former nos étudiants,

SA CARRIÈRE

● Le médecin

Bernard Debré est né à Toulouse en 1944. Fils de l'ancien Premier ministre à l'origine de la Constitution, Michel Debré, il est aussi le frère du président du Conseil constitutionnel, Jean-Louis Debré, et le petit-fils de Robert Debré, l'un des fondateurs de la pédiatrie moderne. C'est dans les pas de ce dernier que Bernard Debré choisit d'abord de marcher en embrassant une carrière médicale d'urologue

● Le politique

La politique le rattrape. De 1986 à 1994, Bernard Debré est élu député RPR d'Indre-et-Loire, département dont il est vice-président de 1992 à 1994. Maire d'Amboise de 1992 à 2001, il est nommé ministre de la Coopération entre 1994 et 1995 (gouvernement Balladur). Député UDF de Paris en 2004, puis UMP en 2005, et conseiller de Paris depuis 2008.

● L'auteur

Bernard Debré a signé une vingtaine d'ouvrages de médecine, pharmacologie, philosophie. Parmi ceux-ci, le controversé « Guide des 4 000 médicaments utiles, inutiles ou dangereux » (2012).

nous devons les envoyer dans le privé !

Combien d'entre eux poursuivront leur carrière à l'hôpital public ?

Ils sont de plus en plus nombreux à quitter l'hôpital. Il y a trente ans, nous formions des étudiants étrangers pour qu'ils retournent exercer la médecine chez eux. Maintenant, nous les appelons au secours !

Et les infirmières ?

Ce sont les grandes oubliées. Il est urgent d'augmenter leur salaire. Mais il faut parler aussi de leurs horaires : à Cochin, pendant cette crise, elles ont travaillé plus de 45 heures par semaine ! Or, les RTT ne leur sont pas souvent payées. Il faut enfin parler de leur logement. Alors que l'Assistance publique possède de nombreux immeubles, qu'attend-elle pour louer des appartements à tarif préférentiel aux infirmières ? J'en connais qui travaillent à l'hôpital Georges-Pompidou, dans le XV^e arrondissement parisien, et qui habitent Trappes (Yvelines), à deux heures de transport de là. Alors que les directeurs administratifs sont logés sur place dans de confortables appartements !

Vous leur en voulez !

Sous leur règne, la paperasserie a tellement augmenté qu'elle mange un tiers de notre temps. Sans compter les réunions interminables et d'ailleurs inutiles, puisqu'ils nous considèrent comme des moins que

rien. J'ai travaillé 35 ans à Cochin, dont 23 ans comme chef de service. Et puis, j'ai reçu deux lignes : « Vous quittez vos fonctions à telle date ». Pas un mot pour dire seulement « au revoir et merci » ! Comment voulez-vous que, dirigé par des gens qui manquent à ce point d'humanité, l'hôpital reste humain ?

C'est mieux en Chine ?

Le grand hôpital de Shanghai, où je suis chef de service depuis vingt ans - ce qui m'a amené à m'y rendre deux fois par mois - va bientôt fêter ses cent ans. Je regrette de ne pouvoir y aller car là-bas, j'ai vécu une évolution fantastique : on dispose aujourd'hui d'un scanner pour chaque salle d'opération quand nous en avons deux en tout à Cochin. Quant aux équipes, elles comptent maintenant de grands chercheurs, formés aux États-Unis, et qui font des publications de très haut niveau. Comme partout en Asie et même au Cambodge où j'ai créé un congrès chirurgical francophone, toutes les publications se font en anglais. Certes, des sommités d'Afrique et du Moyen Orient viennent encore se faire soigner en France. Mais l'influence française est battue en brèche. D'ailleurs, la recherche française est morte.

Une nouvelle majorité, autour du parti Les Républicains auquel vous appartenez, ferait-elle mieux ?

Je n'en suis pas sûr. Il lui manque la foi en l'avenir, les convictions et la volonté.